

Que l'année qui commence vous apporte comme à ceux qui vous sont chers, mieux-être, santé et réussite personnelle.

Mais nous savons à quel point la formulation traditionnelle de vœux resterait bien insuffisante si elle n'était accompagnée d'un espoir de nouveau projet collectif et de mobilisation populaire pour y parvenir. « Lutter, c'est vivre », écrivait déjà Victor Hugo.

Déjà, dès ce premier janvier, les premiers coups sont tombés : hausse du prix de l'électricité et de la CSG pour les retraités, augmentation du prix du timbre poste, du prix du billet de train, nouvelles taxes sur les carburants pour compenser l'abandon de "l'écotaxe"...

Ceci alors que la perte de pouvoir d'achat des Français depuis 2009 atteint 4 %, ce qui équivaut, en moyenne, à une perte de 1496 euros par an. En cause, principalement, la hausse des dépenses "contraintes" : énergie (chauffage et carburant) et le logement.

Dans le même temps, selon l'Hebdomadaire Challenges, le montant total des 500 premiers patrimoines professionnels français a augmenté de plus de 15 % en un an, pour atteindre 390 milliards d'euros. Cet enrichissement global se traduit également par une progression du nombre de milliardaires. Ils sont désormais 67, soit treize de plus que l'an passé.

Mais il est plus facile de s'en prendre à celles et ceux qui travaillent que d'avoir le courage de faire front au grand patronat qui aura reçu de l'État, entre le CICE et le pacte de responsabilité, 50 milliards d'euros.

Les vœux du président de la République ont confirmé qu'il faudra encore se serrer la ceinture en 2015.

« Saignons ! », écrivait Molière à propos des médecins. Et il ajoutait : « En somme, je meurs guéri ».

Domage que des socialistes soutiennent avec un tel zèle la politique libérale de MM. Hollande et Valls, tandis que d'autres s'y opposent. C'est pourquoi, plus que jamais, l'union en bas de toutes les forces progressistes est devenue une nécessité.

L'intérêt général, l'efficacité commandent une répartition juste des richesses, rémunérant convenablement le travail, un haut niveau de protection sociale ; l'investissement dans un nouveau développement humain et écologique.

Voilà les vœux que nous formons en ce début d'année 2015.

Jean-Pierre RAMBAUD



# COMMUNISTES

Il ne faut pas de tout pour faire un monde. Il faut du bonheur. Et rien d'autre.

Paul ÉLUARD

## dioids

N° 61  
Janvier - Février 2015

JOURNAL ÉDITÉ PAR LES COMMUNISTES DU DIOIS

## REFUSONS L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE

Les multiples projets d'exploitations industrielles qui fleurissent dans de nombreux endroits en France contredisent les engagements du Ministre de l'agriculture pour l'agro-écologie.

Patrick Le Hyaric, député européen, directeur du journal La Terre, a alerté à plusieurs reprises sur la ferme industrielle dite "des mille vaches" dans le département de la Somme. Sans jamais prendre en compte les remarques et les préventions des riverains et des paysans, celle-ci est ouverte avec déjà un troupeau de 500 vaches auquel il faudra ajouter inévitablement les génisses. Combien d'emplois auront disparu avec une telle "ferme" ?

À quelques kilomètres, à Beauval, dans le même département, se monte un projet de poulailler géant de 250 000 poules permettant de mettre en boîte 400 millions d'œufs à l'année !

À Moëlan-sur-mer dans le Finistère les habitants se voient imposer, sur 300 hectares en mer, une ferme de fabrication d'algues privée sans véritable évaluation d'impact.

La résistance populaire a permis de faire échouer le projet d'une porcherie industrielle de 4500 porcs dans le Pas-de-Calais et d'un poulailler conçu pour accueillir 400 000 poules en Saône-et-Loire. Des collectifs de citoyens se créent dans de nombreux départements pour contrer ces projets démesurés comme en Gironde, à Saint-Symphorien, où s'élabore un projet d'élevage de 11 000 porcs, ou encore dans le Vaucluse, l'Yonne, le Bas-Rhin... Dans les Deux-Sèvres, la préfecture a autorisé l'installation d'un autre poulailler géant de 350 000 volailles.

miliales à taille humaine et une agriculture tournée d'abord vers la souveraineté alimentaire, la qualité, la valeur ajoutée, des prix agricoles rémunérateurs et la coopération internationale.

De plus en plus de citoyens, des agriculteurs et des consommateurs refusent ces projets démesurés. Partout, ils se mobilisent pour les faire échouer. Ainsi, alors que neuf membres de la Confédération paysanne comparaissent devant le tribunal d'Amiens après des actions menées sur le site de la ferme des "mille vaches", près de



Pour sortir de ce « modèle » capitaliste, le PCF/Front de Gauche propose de construire des filières durables basées sur un réseau dense d'exploitations fa-

40 000 personnes manifestaient contre le nouvel essor de l'agriculture industrielle. Les communistes sont à leurs côtés.

Jean-Pierre RAMBAUD

### EN BRÈVES

● **Pauvreté** : Selon l'INSEE, 8,3 millions de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté en France, dont de nombreux enfants.

Privés d'emplois : Sur cinq millions de privés d'emploi, un chômeur sur deux n'est pas indemnisé.

● **La crise ne frappe pas tout le monde** : La France compte 2,44 millions de millionnaires et ce nombre devrait augmenter de 70 % pour atteindre 4,16 millions en 2019, rapporte l'étude "Richesse globale" de la banque Crédit Suisse publiée le mardi 14 octobre 2014.

● **Publicité** : L'achat d'une page de pub peut dépasser 120 000 euros dans les journaux à grand tirage.

● **Famille** : La part des dépenses consacrées à la famille par rapport à l'ensemble des dépenses sociales représente 9 %. En 1981, cette part était de 14 %. Un recul dû notamment à l'indexation des prestations sur les prix et non sur les salaires.

● **Assurance chômage** : La nouvelle convention d'assurance chômage prévoit 1,9 milliard d'économies d'ici la fin 2016, faites sur le dos des chômeurs. C'est insuffisant pour le gouvernement.

● **Secours Populaire** : Le Secours Populaire Français a organisé à Nîmes, une rencontre euro-Méditerranée qui a rassemblé près de trois cent cinquante jeunes de dix-huit nationalités. « Il faut mondialiser la solidarité », a lancé son président, Julien Lauprêtre. L'Unesco patronnera le 70<sup>e</sup> anniversaire du SPF en 2015.

● **Dotations aux collectivités locales** : En cinq ans, nous sommes passés du gel du concours de l'État (dotations) à une baisse cumulée qui représentera 6,5 milliards en 2015. La baisse attendue des investissements par les collectivités avoisinera les 10 % en 2015. Les populations et les entreprises (du bâtiment et travaux publics en particulier) en feront les frais.

● **Le Front National décroche les millions russes** : Selon les informations obtenues par Médiapart, les responsables du Front National ont voulu emprunter en Russie une somme globale de 40 millions d'euros. Les 9 millions obtenus de la First Czech Russian Bank ne sont que "la première tranche", a confirmé un haut responsable du FN. Le député européen Jean-Luc Schaffhauser admet avoir été rétribué 140 000 euros pour son rôle.

● **Privatisation** : Le ministre de l'économie, Emmanuel Macron a tranché : c'est au profit d'un groupe chinois immatriculé dans des paradis fiscaux, associé à un groupe canadien radié par la Banque mondiale pour des faits graves de corruption, que l'aéroport de Toulouse-Montaudou va être cédé (Médiapart). Les prochains aéroports à vendre sont Lyon Saint-Exupéry et Nice.

Suite bas de page suivante >>>

Voilà plus de deux ans, le FN fermait son site une nuit pendant laquelle il enregistrait un nouveau programme, plus "présentable" en vue des élections. Marine Le Pen devenait présidente. De nombreux médias lui ouvraient alors les portes. Elle est devenue la plus invitée des matinales, radio et télévision. C'est un choix délibéré.

La dédramatisation du FN devenu fréquentable, et la reprise de ses idées par la droite classique ont permis son ascension : mairies reflées lors des élections municipales, deux députés et deux sénateurs élus, 25 % aux élections européennes...

L'ascension du FN est-elle irrésistible ? Certainement non. Il surfe sur les politiques conduites par Nicolas Sarkozy puis par François Hollande. Ceux-ci portent aussi une lourde responsabilité dans le succès grandissant de M<sup>me</sup> Le Pen, dopée par la politique libérale du gouvernement.

Toutefois, au-delà des idées et de la gouaille, il est important de regarder la réalité : la grande escroquerie du discours social dans les villes qu'il dirige.

## LA RÉSISTIBLE ASCENSION DU FRONT NATIONAL

Quelques exemples :

Maire du 7<sup>ème</sup> secteur de Marseille, le frontiste Stéphane Ravier a fait voter l'arrêt des subventions au centre social. Le maire du Pontet (Vaucluse), en quête « d'économies », rogne sur l'aide sociale apportée aux familles qui peinent à payer l'inscription des enfants à la cantine ; finis les repas pour les plus démunis. À Villers-Cotterêts (Aisne), Franck Briffaut a mis fin à la cantine pour les enfants de chômeurs : « Une personne au RSA peut venir chercher son enfant à l'école car elle ne travaille pas », plaide-t-il. La municipalité applique le non remplacement des employés partis à la retraite et vend des « biens communaux » pour équilibrer son budget. Les maires de Cogolin et du Luc (Var) ont augmenté leurs indemnités de 15 % !

Stéphane Ravier, comme la plupart des élus frontistes de

France, vote contre tous les projets de logements sociaux et de rénovation urbaine parce qu'il ne veut pas que « l'on déverse des millions d'euros vers ces quartiers en nous faisant croire que cela va changer la nature de celles et ceux qui y habitent. » Et il ajoute : « Il n'y a pas beaucoup de scandinaves dans nos quartiers ».

Et l'on pourrait poursuivre la litanie... Voilà le vrai visage du Front National !

Mettre en œuvre une véritable politique de gauche, une Sixième République portée par le peuple de France comme le propose le Front de Gauche, la justice fiscale et sociale, mettre au centre l'emploi notamment par l'augmentation des revenus du travail, en finir avec les affaires, et l'ascension du FN deviendra résistible.

Jean-Pierre RAMBAUD

## SOUTIEN À CHARLIE HEBDO

Le 7 janvier à 18 heures a eu lieu à Die une manifestation de soutien à Charlie Hebdo, à ses journalistes, ses employés, aux familles des victimes. Pas moins de 300 personnes se sont rassemblées, dans leur diversité, pour dire leur indignation, leur rejet de la haine, leur volonté de faire vivre les valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité. Beaucoup d'émotion aussi dans cette foule qui avait du mal à se disperser en fin de rassemblement.

Dans un communiqué, Patrick Le Hyaric, Directeur de l'Humanité, s'est ainsi exprimé : « ABJECT !

La violence barbare vient de frapper au cœur de Paris. En s'attaquant physiquement à un journal pour le détruire, c'est une part de liberté qu'on brûle. En massacrant, en tuant des journalistes, des salariés du journal, des policiers qui assuraient leur surveillance, les terroristes ont ciblé le fondement même de la République.

L'ensemble du personnel de l'Humanité et moi-même, profon-

dément révoltés et attristés, exprimons notre plus vive sympathie et notre totale solidarité aux victimes ainsi qu'à leurs familles et amis.

Parmi les victimes de cet abject attentat contre l'équipe de Charlie Hebdo, quatre de nos amis ont perdu la vie : Georges Wolinski qui a participé à tant d'aventures avec les équipes et les lecteurs de l'Humanité, Charb qui nous a prêté son talent à de nombreuses reprises, Tignous qui illustre de son ton mordant l'actualité de ces dernières années et Cabu, immense dessinateur unanimement reconnu. Ils manqueront à notre journal. Ils manqueront aux voix progressistes qui se battent partout contre l'obscurantisme et la folie meurtrière. Leur écriture, leurs dessins manqueront, car, quoiqu'on en pense, ils révélaient des faces parfois cachées des turpitudes de ce monde et de ses acteurs. L'Humanité est en deuil. Nous pleurons des confrères, des collègues, des amis, des camarades... »

## À dire vrai

La chronique  
de **Philippe  
LEEUVENBERG**

Conseiller Général du Canton de Die



**L**e débat d'orientation et le vote du budget auront été l'occasion de faire le tour des politiques départementales et, pour moi, de mesurer l'avancement des projets que j'ai défendus.

### COLLÈGE

Après la réfection des cours, l'installation d'une chaudière bois, le renouvellement du parc informatique, j'avais demandé la rénovation des logements de fonction très dégradés. Cette rénovation aura lieu dans le courant de l'année 2015 : gain de confort et économie d'énergie.

### VÉLO

Je ne compte plus mes interventions lors des séances publiques pour obtenir des pistes cyclables protégées sur les axes structurants de la Drôme, soutenu par Philippe Bérard mon collègue écologiste. Après la Via Rhona, ce sont donc les transversales (dont la vallée de la Drôme) qui sont programmées dans le cadre d'un « schéma directeur cyclable ». Le président a annoncé lors du budget que ce projet bénéficiera de subventions dans le cadre du nouveau contrat de plan État/Région. Dans un contexte où le budget des routes a été diminué de moitié en quatre ans.

### HANDICAP

Le Diois est le premier territoire de la Drôme à avoir engagé une réflexion de fond sur cette question (3 ans de travail avec une trentaine d'acteurs différents, piloté par le CLIC que je préside). Les premières restitutions de ce travail auront lieu au printemps. Changer le regard sur le handicap, sortir d'une gestion administrative et comptable devraient être des objectifs partagés ensuite sur l'ensemble du département.

### FILIÈRE BOIS

J'ai présenté un plan pour la filière bois avec le soutien de tous les acteurs, de la forêt aux entreprises. Doté de 3 millions d'euros et voté à l'unanimité, il devrait permettre de mieux protéger et valoriser nos forêts en créant de l'emploi local. Une des actions à venir sera l'homologation du pin noir du Diois en bois pour la construc-

tion : des essais de sciage, collage, rupture seront réalisés, en vue d'une certification, avant de proposer à des entreprises d'investir pour utiliser ce bois.

### LOGEMENT

Une première rencontre avait eu lieu il y a trois ans avec un bailleur social pour initier un projet de construction bois. Aujourd'hui un projet de 400 maisons individuelles en bois s'est concrétisé avec 4 bailleurs sociaux en Drôme Ardèche. Les architectes sont drômois et les constructeurs ardéchois, 60% du lot bois sera certifié « Bois des Alpes ».

### CERTIFICATION « BOIS DES ALPES »

Équivalent du certificat AB pour l'agriculture bio, la certification « Bois des Alpes » garantit la qualité technique (résistance, séchage et rabotage) et l'origine (les Alpes). Elle permet aux collectivités de favoriser l'économie locale en l'inscrivant dans les appels d'offres publics. J'ai présidé pendant trois ans le « comité des bâtiments pilote en bois des Alpes » pour conforter cette démarche et la promouvoir. Des guides juridiques et techniques ont été édités pour promouvoir la construction en bois auprès des élus, des architectes, etc.

### PETITE ENFANCE

Quinze emplois ont été créés pour renforcer l'aide à la petite enfance. Nous étions plusieurs élus à faire remonter le manque de moyens humains.

À ceux qui pensent qu'une étiquette politique est un handicap, je voudrais faire part de cette remarque d'un professionnel du bois venu assister à la présentation du plan filière bois au Département : « Avec vous, la forêt est rouge à l'automne, verte au printemps et passe par toutes les couleurs de l'arc en ciel le reste de l'année ». Pas de dogmatisme donc pour une politique menée en concertation pendant quatre ans. Une méthode que j'applique là où il m'est permis d'avoir le pouvoir de le faire, persuadé que le temps de la concertation permet finalement de gagner du temps et de l'efficacité dans la mise en œuvre. ■

## IMPÔTS MENACE SUR LE CONSENTEMENT

**L'**absence de véritable réforme fiscale, qui rendrait l'impôt sur le revenu plus progressif et plus juste, pèse lourd. Manuel Valls a fait le choix d'un impôt concentré sur les classes moyennes, puisque la fameuse «taxe à 75%» (sur les revenus supérieurs à un million d'euros), est du pur affichage : elle rapporte environ 260 millions d'euros par an. Une broutille, par rapport aux 74,9 milliards d'euros que rapporte l'impôt sur le revenu. Le problème de fond demeure : par accointances avec le pouvoir de la finance, ce gouvernement refuse de s'attaquer à la mainmise de cette dernière sur l'ensemble de l'économie française - notamment en augmentant les prélèvements sur le capital. Et ce sont les ménages et les collectivités qui doivent supporter le poids d'exonérations patronales toujours plus massives. Les 41 milliards d'euros du «pacte de responsabilité» viennent

s'ajouter aux 200 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, qu'elles soient issues de l'État ou des collectivités locales. Ce sentiment d'injustice menace le consentement à l'impôt. Car, après Cahuzac et Thévenoud, ce ne sont pas moins de 60 parlementaires qui sont plus ou moins en délicatesse avec le fisc... dont le président de la commission des Finances de l'Assemblée, l'UMP Gilles Carrez. L'effet est délétère. Pour Nicolas Sansu, député PCF du Cher et membre de cette même commission, «il faut remettre à plat l'ensemble de l'architecture fiscale». Une révolution, en somme, afin que chacun contribue selon ses moyens, et qui s'attaque au «coût du capital» (les dividendes des actionnaires et les intérêts des banques), ces charges financières qui pèsent sur les entreprises, évaluées à 299 milliards d'euros par an, et que le PS dénonçait quand il était dans l'opposition. ■



## Jean Louis SIMON Un homme de conviction

**J**ean-Louis Simon nous a quittés à 73 ans après une longue et sournoise maladie. Il laisse un grand vide pour ses amis, sa famille, ses camarades. Trente ans Conseiller Municipal, co-fondateur du Collectif de Défense de l'hôpital, il était aussi dans d'autres associations : Le Secours Populaire, les Amis de l'École laïque, les Ours de Glan-dasse...

Il avait adhéré au parti communiste à l'âge de 17 ans. C'était un homme d'expérience, plein de sagesse, militant infatigable, un homme de conviction. Il a été une des chevilles ouvrières de Comm...Diois. Depuis le début,

il s'est employé à organiser minutieusement la distribution qui lui prenait beaucoup de temps mais qui lui donnait volontiers.

Nous ne reviendrons pas sur l'hommage qui lui a été rendu. Nous le résumerons dans cette phrase de Bertolt Brecht : «Il y a des hommes qui luttent toute leur vie : ceux-là sont indispensables.» Il a été l'un de ceux-là. À Christiane et ses enfants, à sa fille Patricia et son gendre Jérôme, à sa sœur Claudine, à ses petits-enfants, nous renouvelons nos condoléances émues et les assurons de toute notre affection dans les moments douloureux qu'ils traversent. ■

## J'ai deux mots à vous dire...

**L**e journaliste de France Info qui présente le journal évoque l'attentat contre une synagogue dans un quartier orthodoxe de Jérusalem. Un acte d'une «barbarie rare». Barbarie? Un mot jamais entendu lorsque l'été dernier l'Armée de Défense d'Israël déversait à l'aveugle des tonneaux de bombes et autres missiles sur la bande de Gaza tuant par centaines, par milliers femmes, enfants, vieillards. Barbarie? Un mot jamais entendu

pour évoquer l'assassinat près d'une colonie palestinienne illégale d'un adolescent palestinien dont le corps ensuite avait été brûlé.

Les mots ont ils un sens ?

Et s'ils en ont, comment qualifier alors l'extermination des Juifs d'Europe? Comment évoquer le génocide rwandais? De quel terme qualifier les assassinats de masse en Bosnie, en Syrie, en Irak... Comment? ■

Pascal CAMPEL

## VENTE DE BIEN PUBLIC

**À** la lecture du « Point d'étape » de décembre 2014 de la commune de Die, passage sur la ZAE Cousse - Chamargues, on ne trouve aucune mention sur l'aval donné par M. le Maire à la vente du terrain laissé par la démolition du bâtiment HLM géré par Drôme Aménagement Habitat.

Au motif d'une mise aux normes du magasin Intermarché, on peut s'interroger sur cette décision de vente d'un bien public au privé. Aucune concertation sérieuse n'a

été lancée; notre conseiller général, Philippe Leeuwenberg, n'en a pas été informé sinon par les habitants.

N'aurait-il pas fallu en débattre avec les habitants du quartier? Par exemple, des aménagements en direction des adultes et des enfants, demandés depuis une vingtaine d'années, auraient pu y trouver leur place.

Si les citoyens ne réagissent pas, le terrain sera vendu au grand commerce. ■

Michèle MAZELIER

## COMMUNISME DE NOUVELLE GÉNÉRATION VERS DE NOUVELLES LIBERTÉS

**S**elon François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, il n'y aurait pas d'autres choix qu'entre une «économie administrée de type communiste qu'on a connue» ou une «économie libérale». C'est un piètre raccourci!

La liberté, cet objet central de l'émancipation humaine, n'a pas toujours eu, en tous lieux et en tous temps, pour ceux qui luttent, la même signification. Ceux qui profitent des rapports d'exploitation et de domination sur d'autres humains, qui ont intérêt à la pérennisation de ces rapports, ont aussi leurs idées sur la liberté. Elles se déclinent en «liberté d'entreprise», «libre circulation des capitaux», «liberté des marchés financiers»...

Du point de vue de la liberté, à notre condamnation déjà ancienne et sans appel de tout ce que recouvre le mot de stalinisme, on peut ajouter cette réflexion : les régimes de l'Est dont les dirigeants disaient qu'ils incarnaient le «socialisme réel» se sont effondrés fondamentalement faute d'avoir permis la promotion des libertés dont leurs sociétés respectives avaient absolument besoin.

Dans une perspective d'émancipation humaine, chacune, chacun et la société doivent pouvoir décider démocratiquement quels sont les besoins qu'ils entendent prioritairement satisfaire, quels sont ceux dont ils se proposent d'encourager le développement pour permettre aux individus de se construire une vie plus pleine, plus riche, en un mot plus libre.

Et pour cela il y a un besoin majeur de démocratie, et de plus en plus de gens le disent, notre démocratie est en panne. La Cinquième République avec son quinquennat, son président monarque, son système représentatif sont à changer. C'est d'ailleurs pour cela que le Parti communiste et ses partenaires du Front de Gauche proposent d'écrire

une nouvelle constitution, la Sixième République citoyenne, qui garantisse les libertés démocratiques dans la société et dans l'entreprise.

Jusqu'à quand va-t-on parler d'une société où les mots «liberté, égalité, fraternité» ne correspondent pas à ce que vivent des gens de plus en plus nombreux? Nous voulons une société où les «rejetés» et les «maintenus» se retrouveraient comme «individus de l'histoire du monde», conscients qu'ils font partie d'une «même communauté», qui aurait une «citoyenneté sociale» permettant à chacune et à chacun de sortir de la délégation passive, de ne plus se dévaloriser, de prendre la parole, de promouvoir de nouveaux droits et une nouvelle logique sociale dans une nouvelle vie publique.

Cela passe par le partage, notamment des richesses, mais aussi du pouvoir, condition de l'intervention directe du peuple dans les affaires qui le concernent. Cela passe aussi par le partage de l'information et de la formation : le citoyen éclairé peut alors



utilement prendre sa part de la responsabilité du pouvoir. Ce partage implique bien des révolutions! ■

Article réalisé à partir de recherches sur un discours de Pierre Laurent et les travaux du P.C.F.

Permanence : 10, rue de l'Armellerie 26150 DIE  
Tous les mardis de 10 h 00 à 12 h 00. Rdv au ☎ 04 75 79 27 98

### Suite de la page précédente >>>

● **Rappel au moment où des sans-abris meurent de froid** : L'hiver 1954, particulièrement rigoureux, avait été meurtrier pour les très nombreux sans-abris. Le 1er février, un jeune abbé lance un appel pour aider les plus démunis. Il rencontre un succès immédiat et les dons affluent de toute part. Cette «insurrection de la bonté» rendra célèbre l'abbé Pierre. Qu'en serait-il aujourd'hui s'il n'y avait pas les associations de solidarité?!

● **Une figure de la Résistance a disparu** : Au dernier soir de l'année qui s'achevait Robert Chambeiron décédait à l'approche de son centième anniversaire. Actif dans les cabinets du Front Populaire, résistant, dernier survivant du Conseil National de la Résistance dont il fut le secrétaire général adjoint, il y sera resté fidèle continuant de porter sans relâche ses beaux idéaux au Parlement puis au Parlement européen élu sur une liste conduite par Georges Marchais. ■

COMM... Diois

10, Rue de l'Armellerie - 26150 DIE  
E-mail : pcfdie@orange.fr  
http://commdiois.jimdo.com  
http://pcfdrôme.com



## VOUS AVEZ DIT PROMESSES ?...

Le Maire a fait profil bas lors du dernier conseil municipal de l'année. Les mensonges proclamés régulièrement lors des conseils municipaux précédents cachaient mal des positions et des choix non assumés. La présence d'un public nombreux et les tribunes de l'opposition auront certainement permis de faire revenir le Maire et ses proches adjoints à un peu plus de franchise et de respect. Malgré tout, certains choix de la majorité pris sans aucune concertation engageant la commune sur du long terme à la façon d'un bolide dans le brouillard.

### HALTE GARDERIE

Après avoir affirmé en Conseil que le choix avait été fait en concertation avec la Communauté des Communes du Diois (CCD) et les responsables de la halte garderie, le Maire inventera une autre version en commission jeunesse à la CCD.



Enfin, c'est en dehors de tout processus démocratique et en rayant d'une main plus d'un an de concertation que le maire et on ne sait qui à la CCD abandonnent l'idée de construire une nouvelle halte garderie de trente places qui répondrait aux besoins des parents. La halte garderie actuelle resterait où elle est et une autre structure serait construite à la place du skate parc de Chabestan qui disparaîtrait, voire sur la future zone artisanale. Deux structures qui génèreraient plus de frais, des équipes morcelées, une ancienne et une nouvelle... Un choix guidé par

des critères financiers plutôt que par un projet pour le Diois. Pour les élus de l'opposition, il est impossible de savoir où une telle décision a été prise. Les couloirs de la CCD sont-ils aujourd'hui des lieux de décisions !?

### MAISON DE SANTÉ

Là encore, le maire a joué de la galéjade en affirmant avoir consulté des professionnels de santé avant de faire le choix hasardeux d'annuler le projet de maison de santé à Chanqueyras pour l'installer dans l'enceinte de l'hôpital. Il admet lui-même dans Flash Info qu'il achète et qu'il consultera ensuite. Souhaitons que les professionnels de santé ne seront pas trop refroidis de voir annuler six ans de concertation et de se retrouver dans un lieu exigu, sans commodité d'accès et avec quelques années de travaux. Les études réalisées pour la maison de santé seront facturées à la commune. Au moment de faire des économies, avec un budget très serré, était-il nécessaire de jeter ainsi l'argent par les fenêtres ?

### AIRE CAMPING CARS

On ne sait où la décision a été prise mais le nouveau projet de parking pour camping-cars qui avait été voté en conseil à l'automne s'est transformé en places de parking classiques au dernier Conseil. Une façon de réaliser une promesse

### PLACE SAINT PIERRE

Un des seuls points débattus en conseil municipal sur lequel nous sommes, pour le moment satisfaits, reprend quasiment mot pour mot notre programme: réaliser une place en concertation avec tous les acteurs concernés et en premier lieu les jeunes. Pour aller au bout de la démarche, nous aurions mis en place une commission extra-municipale...

### COMMISSIONS

Le maire manque-t-il de soutien au sein de sa propre majorité ou ne fait-il qu'une confiance modérée à ses adjoints? Les commissions éducation, sport, jeunesse, urbanisme, travaux, culture ne se sont jamais réunies. La commission des finances, parfois associée à d'autres, est la seule qui ait été convoquée avant les Conseils. Une façon de montrer que tout passe par le filtre de la finance, c'est à dire par le bureau du Maire qui s'est octroyé cette délégation? Le budget devrait être un outil au service des projets mais aujourd'hui la finance semble guider les choix de la majorité. Au vu de la faible marge de manœuvre, cette façon de faire ne devrait pas mener bien loin. Les promesses de piscine couverte, de gymnase, de redynamisation du centre ville sont bel et bien enterrées !

## MESSAGE DE PALESTINE



toute la Cisjordanie : 19 Palestiniens arrêtés lors de la campagne porte-parole du comité populaire. Dans la ville de Beit Ummar les soldats des FOI ont pris d'assaut la ville en grand nombre et violemment fait irruption dans plusieurs maisons.

Après son séjour en Cisjordanie avec une délégation, Philippe Leeuwenberg a reçu de Moussa, la personne chez qui il logeait à Beit Ummar, le message traduit suivant de la personne qui l'hébergeait: "Les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont effectué mardi [ 5 janvier NDLR ] à l'aube une campagne d'arrestations à grande échelle dans

Six citoyens, y compris trois anciens détenus ont été attrapés pendant le raid. Des affrontements ont éclaté pendant le raid où une blessure à balle réelle a été signalée parmi des dizaines d'autres blessures."

## Billet d'humeur

### N'ACCEPTONS PAS LA MISSIVE DE BRUXELLES !

"Je vous écris pour vous demander les raisons qui ont conduit à ce que la France prévoie de dévier des objectifs budgétaires fixés par le conseil en ce qui concerne, à la fois le déficit public général et l'ajustement de l'équilibre structurel en 2015. Je voudrais également savoir comment la France prévoit de se conformer à ses obligations de politique budgétaire... conformément au pacte de stabilité et de croissance". Cette missive sèche et technocratique est venue de Bruxelles. Elle est signée du commissaire européen chargé de l'Euro. Il l'a fait porter au ministre de l'économie Michel Sapin à qui il demande de serrer encore plus la vis aux populations, aux collectivités locales et de réduire les moyens pour la protection sociale. Pour lui, le nouveau cran dans les programmes d'austérité débattus au Parlement n'est pas suffisant.

Le Président de la République a tergiversé pour rendre public ce courrier car il sait qu'il ne s'agit pas comme il l'a dit d'une « lettre banale ». Non ! Cela ressemble à un courrier comminatoire d'un roi à ses valets, ou d'un ordre d'une puissance occupante porté par huissiers. C'est inacceptable! Mais cela découle de tout ce que nous n'avons cessé d'expliquer et de combattre. Les trois derniers traités européens, dont le traité que nous avions baptisé "Merkel-Sarkozy" que François Hollande avait promis de renégocier et qu'il s'est empressé d'approuver sans un mot une fois élu. Pire, dans une interview au quotidien Die Welt, la chancelière s'est dite "d'accord" avec la Commission européenne, pour laquelle les réformes françaises ne sont pas suffisantes. De quoi se mêle-t-elle ?

J-P R

## FAUT-IL NATIONALISER LES 9000 KILOMÈTRES D'AUTOROUTES À PÉAGE ?

Cette question n'est pas nouvelle: les sénateurs du groupe CRC (Communiste, Républicain et Citoyen) avaient déposé, le 25 octobre 2011, une proposition de loi pour nationaliser des sociétés concessionnaires d'autoroutes et affecter les dividendes à l'Agence de financement des infrastructures de transports. Ils ont à nouveau déposé une proposition de loi. Elle vise à revenir sur la faute politique majeure commise en 2005, lorsque les sociétés concessionnaires historiques ont été privatisées, alors même que les dividendes qu'elles rapportaient à l'État devaient abonder les caisses de l'Agence de financement des infrastructures

de transport de France (AFITF) qui venait tout juste d'être créée. Cette faute grave est la marque d'une vision de court terme dans la politique des transports. Le choix de la nationalisation a pour objet d'inscrire la politique des transports dans une vision de long terme en lui assurant un financement pérenne. Il s'agit aussi de mettre un frein à la hausse continue des péages autoroutiers, régulièrement dénoncée par les usagers comme par la Cour des Comptes. Dans un tout récent rapport, l'Autorité de la concurrence a

estimé, après impôts, la rentabilité "exceptionnellement élevée" pour des concessionnaires (Eiffage, Vinci, Sanef). Sur cent euros de péage payés par l'utilisateur, 20 à 24 euros sont du profit net pour les sociétés d'autoroute. Une sacrée machine à sous. On estime qu'en 2032, date de fin de la concession des autoroutes, ces sociétés auront engrangé le chiffre pharaonique de 40 milliards d'euros de bénéfices !

Extrait du journal des cheminots communistes

## VITESSE ET PRÉCIPITATION À LA COMMUNAUTÉ DES COMMUNES DU DIOIS

Depuis les dernières élections municipales où les élus des conseils municipaux étaient "fléchés" pour être délégués à la CCD, et avec les nouvelles réformes des collectivités adoptées ou à venir, la CCD devrait prendre toujours plus d'importance dans le débat public.

Or, force est de constater que le débat n'est pas à la hauteur des enjeux et que la plupart des décisions se prennent dans le secret des couloirs ou à l'exécutif très restreint (six vice-présidents et un président). Ce fut le cas pour le (non) choix à propos de la Halte garderie qui n'a pas pu être débattu en commission "enfance jeunesse". Hormis la réforme des ordures ménagères qui a vu travailler une commission, les autres projets sont menés par quelques élus et proposés au Conseil Communautaire sans que les délégués aient pu en débattre au préalable. Ces décisions qui pèsent lourd mériteraient quelques allers-retours avec les conseils municipaux et les habitants. La CCD semble prise dans une course de vitesse et de la gestion du quotidien qui laisse de côté toute réflexion collective sur les projets que pourrait porter le Diois. Les vice-présidents ont d'ailleurs été élus sans programme et sans débat. La vitesse et la précipitation, sorte de marque de fabrique d'une "société moderne", remplace la réflexion collective, la concertation, et amène à prendre des décisions hasardeuses. Celles-ci participent au dénigrement de la parole politique de plus en plus désavouée et construit le terrain des intolérances et des extrêmes.

Nous demandons :  
- De prendre le temps de la réflexion et du débat sur les réformes en cours et celles qui s'imposeront à nous. Par exemple, la loi GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) aura des conséquences importantes, aussi bien sur le plan de l'urbanisme que de la sécurité, et financièrement. Cela nécessite de se donner les moyens de la transparence et de la mise à disposition de tous les éléments objectifs dont on dispose afin que chacun puisse se faire un point de vue et élaborer des choix collectifs et bien mûris.  
- Des réunions de commissions avant le conseil communautaire afin de préparer les débats. Il n'est pas question, comme cela s'est fait à l'occasion du Débat d'Orientation Budgétaire, que des délibérations soient mises au vote sans débat, dans la confusion la plus totale et sans respect de l'ordre du jour.  
- Un véritable débat collectif sur l'avenir de la CCD et des communes du Diois. On pourrait y mettre à l'ordre du jour: la culture, le sport, la vie associative, les relations avec les parcs du Vercors et des Baronnies, l'urbanisme, le logement... Plutôt que de réagir à des réformes venues de haut, soyons à l'initiative et maîtres de notre destin !

Philippe Leeuwenberg

### Le Dernier Poème

J'ai rêvé tellement fort de toi,  
J'ai tellement marché, tellement parlé,  
Tellement aimé ton ombre,  
Qu'il ne me reste plus rien de toi.  
Il me reste d'être l'ombre parmi les ombres  
D'être cent fois plus ombre que l'ombre  
D'être l'ombre qui viendra et reviendra  
dans ta vie ensoleillée.

Robert DESNOS

Mort le 8 juin 1945 au camp de concentration de Theresienstadt.

Samedi 24 janvier 2015

Salle des Fêtes de Pont de Quart (Aix en Diois)

Repas de Soutien à COMM... Diois

De 11h à 12h : Débat avec Jean Michel BOCHATON et Philippe LEEUWENBERG  
Démocratie et Politique : les enjeux pour un véritable changement. ENTRÉE LIBRE OUVERTE À TOUS

12h : REPAS préparé par l'équipe de la Fête de l'Huma - PARTICIPATION AUX FRAIS : 15 EUROS

Inscription - Réservation au ☎ 06 75 90 87 15 ou en retournant le coupon joint à CommDiois 10 Rue de l'Armellerie 26150 DIE

pour la liberté d'expression !

Je soutiens la parution de COMM...DIOIS

Je verse la somme de .....

Par chèque à l'ordre de "PCF Die"

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....